Grande Bretagne : un projet de plafonnement de l'immigration

13/09/2008 à 9h48

Un groupe de parlementaires et de Lords britanniques propose de mettre en place des mécanismes pour limiter l'immigration, à l'heure où celle-ci menace de submerger le pays.

Article original dans le Daily Mail

Le taux d'immigration étrangère net actuel est de 316 000 individus par an, ce qui augmente la population britannique de 1% tous les 24 mois.

Pour mettre ce chiffre dans un contexte historique, cela représente 25 fois plus que pour toute la période depuis 1066, une période durant laquelle la Grande-Bretagne a accueilli d'énormes vagues d'immigrants Huguenots et Juifs qui fuyaient les persécutions de France, de Pologne, de Russie et de l'Allemagne nazie.

Les changements imposés à la société par un tel état de fait auraient été inimaginables avant l'adoption par les Travaillistes de la politique de "porte ouverte" depuis 10 ans.

Comme le révèle aujourd'hui le rapport "Migration Équilibrée", il y a maintenant 1338 écoles au sein desquelles plus de la moitié des élèves ne parlent l'anglais que comme deuxième langue.

Un tiers des écoles de Blackburn et de Leicester ont une majorité d'élèves locuteurs d'autres langues que l'anglais. Presque un quart des naissances sont le fait de femmes nées à l'étranger.

Pendant ce temps, 14% de la population carcérale est constituée d'étrangers et des commissaires de Police tels que Julie Spence, du comté de Cambridge – qui doit maintenant faire face à plus de 100 langues différentes – s'alarment de l'émergence de trafic d'êtres humains, de production de cannabis, d'escroquerie à la carte bleue et de violence à l'arme blanche.

Pourtant, malgré toute une série d'avertissements montrant que les tensions s'exacerbent et que "l'inexorable marche du changement" est trop difficile à absorber pour certaines municipalités, le gouvernement a résolument refusé d'envisager quelque plafond que ce soit au nombre de migrants.

Les demandes émanant aussi bien des Conservateurs, de la commission des affaires économiques de la Chambre des Lords, que de l'immense majorité de la population ont été repoussées d'un revers de main.

Une limite annuelle à la migration des ressortissants de pays extérieurs à L'UE, disent les ministres, serait incompatible avec les besoins de l'économie. A la place, ils initient un nouveau système de points qui pourrait faiblement réduire le nombre d'immigrants.

Toutefois, ils sont maintenant confrontés à des idées nouvelles et bienvenues. Il existe une proposition émanant d'un groupe respecté de pairs et de députés qui, au moins sur le papier, permet de combler l'écart sans mettre en péril la Grande Bretagne, et qui a l'avantage d'être profondément juste.

Les réfugiés se verront accorder l'autorisation de s'installer sans limite de nombre. Les mariages authentiques, qui confèrent des droits à l'immigration, seront autorisés et les entreprises continueront à pouvoir embaucher des travailleurs qualifiés à l'extérieur de l'Union Européenne.

La seule différence est que, concernant les migrants d'origine

extra-communautaire, il n’y aura pas la présomption automatique selon laquelle quiconque ayant travaillé ici depuis 4 ans ou plus peut être autorisé à rester. La nouvelle législation autoriserait seulement environ 20000 personnes dont les revenus sont les plus élevés ou ceux détenteurs des compétences les plus exceptionnelles à obtenir des passeports britanniques.

Les autres devront repartir chez eux une fois les 4 ans seront écoulés, allant
ainsi grossir les rangs des 125 000 Britanniques qui s’exilent chaque année. Ceci devrait porter un coup d’arrêt à l’impressionnante augmentation annuelle de la population.

Même en prenant en compte la situation actuelle de 60 000 époux, fiancés et autres membres de famille qui obtiennent chaque année le droit de s’installer, même en considérant les 50 000 citoyens de l’UE qui s’installent chaque année en Grande Bretagne, la population ne s’accroîtrait que de 5000 personnes.

Malgré les changements naturels comme un nombre de naissances supérieur à celui des décès, la différence entre la nouvelle proposition de “Migration équilibrée” et le status quo défendu par les Travaillistes est considérable : soit une population de 78.6 millions d’ici le milieu du siècle, soit une de 65 millions si le Gouvernement prête l’oreille à la proposition faite par l’alliance des députés et des pairs.

Les opposants mettront en avant les bénéfices supposés de l’immigration de masse pour l’économie, qui augmente le PNB britannique d’environ 6 milliards de Livres Sterling.

Certes, mais ainsi qu’un récent rapport fort remarqué de la Commission des affaires économiques de la Chambre des Lords sur les migrations le révèle, que lorqu’on considère le PNB par habitant, et le bénéfice est de seulement 62 pence par habitant et par semaine.

D’autres arguments ont été réfutés de façon similaire, tel celui selon lequel les immigrants permettraient de désamorcer la bombe à retardement constituée par les retraites car ils permettent de remplir les vides du marché du travail.

Le premier argument, selon les pairs, est basé sur le présupposé naïf que les migrants ne choisiront pas de vieillir ici.

Le deuxième ignore délibérément le fait que les migrants sont tout autant des consommateurs que des travailleurs et créent ainsi une demande pour un plus grand nombre d’emplois.

En Mars 2008, il y avait 690000 emplois inoccupés, un tout petit peu plus qu’à la même époque en 2001, et ce malgré l’arrivée de près de 1,5 million de migrants dans l’intervalle.

Ce deuxième argument oublie également de s’intéresser à ce qui pourrait être la preuve la plus flagrante de l’échec des années “Nouveaux Travaillistes” : les 500 000 chômeurs de 18 à 24 ans (sur un total de 1,6 millions).

Des preuves plus anecdotiques mettent en évidence la réduction de l’apprentissage et de la formation professionnelle, précisément parce que les entreprises savent qu’elles ont avantage à plutôt se tourner vers les travailleurs immigrés.

Il va sans dire que la proposition en faveur de ce nouveau système pose un réel défi aux entreprises.

Devoir remplacer un employé étranger au bout de 4 ans parce qu’il ne sera pas autorisé à rester est un indéniable fardeau supplémentaire.

Les critiques diront également que certains des meilleurs travailleurs étrangers tourneront le dos au Royaume-Uni au profit de pays qui les laisseront s’installer de façon permanente.

Mais celà ne serait certainement pas rendre service aux migrants eux-même, dont un grand nombre vient pour gagner de l’argent et acquérir des compétences qu’ils pourront rapporter chez eux, plutôt que parce qu’il veulent un visa pour la vie.

De plus, si le fait de rendre aléatoire la possibilité de puiser dans une réserve de travailleurs étrangers oblige les employeurs et le gouvernement à prendre plus au sérieux la nécessité d’offrir des opportunités à toute une génération de jeunes Britanniques, cela ne peut être que positif.

Face à un tel choix, il se trouverait bien peu de gens pour critiquer la perspective d’une population moins importante, avec moins de chômage et moins de gens vivovant de prestations sociales.

L’autre alternative, c’est de fourrer plus de 75 millions d’individus dans une île qui est déjà le pays le plus densément peuplé d’Europe à part Malte.

Traduction : *Rosco* et *Papy Brossard*